

VD_FINDINFO Plainte / 2023 / 2 vom 30. Dezember 2022

VD Tribunal cantonal, 2022-12-30, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Plainte___2023___2

FR: VD_FINDINFO Plainte / 2023 / 2 du 30 décembre 2022

IT: VD_FINDINFO Plainte / 2023 / 2 del 30 dicembre 2022

Regeste

MINIMUM VITAL, EXÉCUTION DE LA SAISIE, LOGEMENT DE LA FAMILLE | 169 CC, 93 al. 1 LP, 93 LP

Erwägungen

E. 1

Déposé en temps utile dans les dix jours dès la notification de la décision attaquée (art. 18 al. 1 LP et 28 al. 1 LVLP [loi du 18 mai 1955 d'application dans le canton de Vaud de la LP ; BLV 280.05]) et suffisamment motivé (TF 5A_118/2018 du 7 février 2018 consid. 4.1), sous réserve de ce qui suit, le recours est recevable à la forme. Les pièces produites par les recourants sont recevables (art. 28 al. 4 LVLP). Les déterminations de l'Office et les pièces jointes aux déterminations sont également recevables. La réplique spontanée des recours est également recevable compte tenu de leur droit de réplique inconditionnel (ATF 142 III 48 consid. 4.1.1 et les références citées ; ATF 139 II 189 consid. 3.2 ; ATF 138 I 484 consid. 2).

E. 2

Les recourants invoquent tout d'abord dans leur recours qu'ils seraient liés contractuellement par leur contrat de bail jusqu'au 30 août 2023. C'est faux. Leur bail peut en effet être résilié de trois mois en trois mois, moyennant préavis d'un mois.

E. 3

Les recourants demandent production de la « lettre du 18 mars » ainsi que tout le dossier invoquant n'avoir pas pu le consulter le 21 mars 2022. La lettre en question, qui explique encore la décision du 10 mars 2022 est au dossier. Les plaignants ne démontrent pas ne pas avoir pu consulter celui-ci, notamment depuis le 21 mars 2022. Le grief est vain.

E. 4

Les recourants invoquent une violation de l'art. 169 CC.

E. 4.1

Sous réserve de vices manifestes, l'autorité de recours doit se limiter aux arguments développés contre le jugement de première instance dans la motivation écrite (ATF 147 III 176 consid. 4.2.1 et 4.2.2 ; TF 5A_873/2021 du 4 mars 2022 consid. 4.2). Conformément à l'art. 321 al. 1 CPC, le recours doit en effet être motivé. Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, la motivation du recours doit à tout le moins satisfaire aux exigences qui sont posées pour un acte d'appel. Le recourant doit donc démontrer le caractère erroné de la motivation de la décision attaquée et son argumentation doit être suffisamment explicite pour que l'instance de recours puisse la comprendre, ce qui suppose une désignation précise

des passages de la décision qu'il attaque et des pièces du dossier sur lesquelles repose sa critique (ATF 147 III 176 consid. 4.2.1 et les références citées ; ATF 141 III 569 consid. 2.3.3 ; TF 5A_206/2016 du 1er juin 2016 consid. 4.2.1 et les références citées).

E. 4.2

En l'occurrence, les recourants se contentent d'affirmer sur ce point « lignes en page 13 pour ne pas respecter la notion de logement familial ! la décision rendue viole le droit impératif ». Ce faisant, ils n'exposent pas une motivation conforme aux exigences rappelées ci-dessus à l'encontre du double raisonnement du premier juge s'agissant de la non-application de l'art. 169 CC. Leur grief est partant irrecevable. Au demeurant, l'art. 169 al. 2 CC prévoit que, si le refus de consentement du conjoint n'est pas légitime, l'autre époux peut en appeler au juge. A cet égard la doctrine donne l'exemple du cas où en raison de difficultés financières sérieuses, le conjoint titulaire des droits est dans l'obligation d'aliéner son immeuble sans être en mesure de garantir un autre logement pour sa famille (Scyboz, in Pichonnaz/Foëx (éd.) Commentaire romand, Code civil I, n. 38 ad art. 169 CC et la références aux travaux parlementaires), ou, lorsque le financement du logement actuel n'est pas assuré à long terme et qu'un nouveau logement conforme aux moyens financiers peut être trouvé (Maier/Schwander, in Geiser/Fountoulakis (éd.) Basler Kommentar, ZGB I, 7 e éd., n. 21 ad art. 169 CC). L'art. 169 CC n'est en revanche pas propre à empêcher la saisie du domicile conjugal et plus tard sa vente et on ne voit pas qu'une saisie ne puisse prendre en compte, car le poursuivi serait marié et vivrait dans le logement conjugal avec son épouse, un loyer moindre que celui effectivement payé. Comme relevé par le premier juge, l'art. 169 CC a comme vocation de protéger un époux des décisions prises par l'autre unilatéralement relative au logement familial, non de permettre à un débiteur d'échapper à un avis de saisie.

E. 5

Les recourants invoquent un abus de droit commis par l'Office qui « abuse en excédant ses compétences » en ordonnant à la recourante de quitter son domicile conjugal. Le grief est infondé, les recourants ayant la possibilité, s'ils ou si la recourante ne veut pas quitter ce domicile d'en sous-louer, sur les six pièces et 200 m² carrés qu'il contient, une partie afin de limiter leur charge de loyer. Dans la même veine on ne saurait retenir que « l'OP n'aurait pas d'ordre à donner, puisqu'il exige sans fondement un déménagement – coûteux et non chiffré, un déracinement social, ... ». Tel n'est pas le cas. En effet, comme vu ci-dessous, l'Office ne peut contraindre le débiteur à emménager dans un logement plus avantageux et il ne l'a pas fait. Le débiteur qui, à l'expiration du délai qui lui a été imparti, reste dans le logement dont le coût est exagéré peut compenser la diminution de son minimum vital en rognant d'autres dépenses prises en compte dans le calcul de celui-ci (ATF 129 III 526 consid. 2; TF 5A_712/2007 du 11 mars 2008 consid. 4.1 et les références citées ; TF 5A_252/2011 du 14 juillet 2011 consid. 4 ; Ochsner, in SJ 2012 II 134-135).

E. 6

Les recourants invoquent qu'un loyer de 2'600 fr. plus 200 fr. de charges au forfait avec cave, buanderie, piscine et places de stationnement pour un couple retraité qui a travaillé dur tout sa vie n'est pas et ne saurait être excessif. Ils invoquent de nombreuses charges qui devraient être ajoutés au montant « arbitraire » de 1'450 fr. et invoquent avoir déposé « ce jour » une requête de diminution de loyer, dont la pièce 1 indique une échéance erronée du bail au 1^{er} août 2023 et une diminution requise de 76 fr. par mois.

E. 6.1

Aux termes de l'art. 93 al. 1 LP, tous les revenus du travail, les usufruits et leurs produits, les rentes viagères, de même que les contributions d'entretien, les pensions et prestations de toutes sortes qui sont destinés à couvrir une perte de gain ou une prétention découlant du droit d'entretien, en particulier les rentes et les indemnités en capital qui ne sont pas insaisissables en vertu de l'art. 92 LP, peuvent être saisis, déduction faite de ce que le préposé estime indispensable au débiteur et à sa famille. Cette disposition garantit à ces derniers la possibilité de mener une existence décente, sans toutefois les protéger contre la perte des commodités de la vie. Elle vise à empêcher que l'exécution forcée ne porte atteinte à leurs intérêts fondamentaux, les menace dans leur vie ou leur santé ou leur interdise tout contact avec le monde extérieur. Les besoins du poursuivi et de sa famille reconnus par la jurisprudence sont ceux d'un poursuivi moyen et des membres d'une famille moyenne, c'est-à-dire du type le plus courant. Ils doivent toutefois tenir compte des circonstances objectives, et non subjectives, particulières au poursuivi (ATF 134 III 323 consid. 2; TF 5A_912/2018 du 16 janvier 2019 consid. 3.1.1). Les autorités de poursuite fixent librement – en suivant généralement les lignes directrices pour le calcul du minimum vital du droit des poursuites selon l'art. 93 LP de la Conférence des préposés aux poursuites et faillites de Suisse (publiées in BISchK 2009 p. 196 ss) – la part des ressources du débiteur qu'elles estiment indispensable à son entretien (TF 5A_306/2018 du 19 septembre 2018 consid. 3.1.1; 5A_919/2012 du 11 février 2013 consid. 4.3.1). Le principe selon lequel le débiteur qui fait l'objet d'une saisie doit restreindre son train de vie et s'en sortir avec le minimum d'existence qui lui est reconnu s'applique aussi aux frais de logement. C'est ainsi que le besoin de logement du poursuivi n'est pris en compte qu'à concurrence de la somme nécessaire pour se loger d'une manière suffisante. Lorsque son logement impose au poursuivi au moment de l'exécution de la saisie des dépenses exagérées, il doit réduire ses frais de location, s'il est locataire, dans un délai convenable, soit en principe le prochain terme de résiliation du bail, délai à l'échéance duquel l'office pourra réduire le loyer excessif à un montant correspondant à la situation familiale du débiteur et aux loyers usuels du lieu (TF 5A_912/2018 du 16 janvier 2019 consid. 3.1.2 ; TF 5A_252/2011 du 14 juillet 2011 consid. 4 ; TF 5A_712/2007 du 11 mars 2008 consid. 4.1 et les références citées, not. ATF 129 III 526 consid. 2). Ochsner, in SJ 2012 II 137 s, fait ici référence au loyer moyen correspondant dans le canton ou la région concernée en fonction des statistiques officielles cantonales. Le Tribunal fédéral a quant à lui souligné que le débiteur pouvait être astreint non seulement à changer d'appartement mais également de localité (TF 5A_660/2013 du 19 mars 2014 consid. 3.2.2.). L'Office ne peut toutefois contraindre le débiteur à emménager dans un logement plus avantageux. Le débiteur qui, à l'expiration du délai qui lui a été imparti, reste dans le logement dont le coût est exagéré peut compenser la diminution de son minimum vital en rognant d'autres dépenses prises en compte dans le calcul de celui-ci (ATF 129 III 526 consid. 2; TF 5A_712/2007 du 11 mars 2008 consid. 4.1 et les références citées ; TF 5A_252/2011 du 14 juillet 2011 consid. 4 ; Ochsner, in SJ 2012 II 134-135). Les difficultés à trouver un logement en raison de la situation du marché locatif, de même que le refus des agences immobilières d'octroyer un logement à un locataire qui fait l'objet de poursuites ne justifient pas de déroger à ces principes (CPF 6 avril 2020/6 consid. 2a ; Ochsner, in SJ 2012 II 137 et les références citées).

E. 6.2

En l'espèce, tout aussi difficile que puissent le ressentir les recourants, leur demander, sous l'angle de leur minimum vital de se limiter, à deux, à un deux pièces ne prête pas flanc à la critique. Les recourants n'ont pour le surplus pas le droit de demander la prise en compte d'un loyer dans leur commune actuelle. Les recourants indiquent être retraités. On ne voit donc pas qu'ils aient besoin d' « au minimum deux places de stationnement » à 150 fr. chacune par mois. Pas plus que d'un garde meuble par 200 fr. par mois ou d'une buanderie par 100 fr. par mois en plus du montant de 1'450 fr. retenu. Pour le surplus, les recourants ne font pas valoir que le premier juge aurait fait une application erronée de la statistique du loyer moyen des logements occupés, selon le nombre de pièces pour le canton de Vaud, attestant d'un loyer moyen de 1'089 fr. pour un deux pièces en 2019, et de la statistique de loyer moyen selon le nombre de pièces pour les dix plus grande villes, constatant un loyer mensuel de 1'102 fr. en 2018-2020 pour un deux pièces à Lausanne, pour retenir un montant de 1'450 fr. de loyer, toute charge comprise, pour un deux pièces, de sorte que cette question n'a pas à être réexaminée d'office. Les recourants, qui pouvaient déposer toute pièce utile en procédure de recours, n'ont pas rendu même vraisemblable qu'ils ne pouvaient dans le délai imparti trouver un appartement dans la région pour un loyer, toute charge comprise, de 1'450 fr. ou qu'ils n'auraient pu dans ce délai réduire leurs charges de loyer, par exemple en sous-louant plusieurs pièces de leur villa. Ils n'allèguent même pas avoir fait de tentative en ce sens, étant rappelé que le bailleur ne pourrait s'opposer à une sous-location qu'à des conditions restrictives posées par l'art. 262 CO (Code des obligations du 30 mars 1911 ; RS 220). Ce faisant, ils ne démontrent par conséquent pas que le délai imparti le 10 mars 2022 au 1^{er} septembre 2022 pour réduire leur charge de loyer était disproportionné par rapport à leur situation, leur bail étant résiliable au 31 mai 2022 et au 31 août 2022, pouvant être transmis en tout temps (cf. art. 263 CO) et une sous-location pouvant également intervenir en tout temps. Au vu de ce qui précède, la décision de l'Office de prendre en considération une charge de loyer de 1'450 fr. par mois dès le 1^{er} septembre 2022 ne prête pas flanc à la critique.

E. 7

En conclusion, faute d'autre grief motivé conformément aux exigences rappelées au considérant 4.1. ci-dessus et au vu de ce qui précède, le recours, manifestement infondé, doit être rejeté dans la mesure de sa recevabilité. Le présent arrêt est rendu sans frais judiciaires ni dépens (art. 20a ch. 5 LP ; art. 61 al. 2 let. a et 62 al. 2 OELP [ordonnance du 23 septembre 1996 sur les émoluments perçus en application de la LP ; RS 281.35]).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.